

CENTRE RADIO-ÉLECTRIQUE DE FORBACH-CREUTZBERG (MOSELLE)

Par décret en date du 5 avril 1968, est approuvé le plan annexé au présent décret fixant les limites de la zone secondaire de dégagement instituée autour du centre radio-électrique de Forbach-Creutzberg (Moselle).

Les servitudes applicables à cette zone sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

La partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles créés dans cette zone ne devra pas dépasser les cotes indiquées sur le plan.

CENTRE RADIO-ÉLECTRIQUE D'ALBERTVILLE-FORT-DU-MONT (SAVOIE)

Par décret en date du 5 avril 1968, est approuvé le plan annexé au présent décret fixant les limites de la zone secondaire de dégagement instituée autour du centre radio-électrique d'Albertville-Fort-du-Mont (Savoie).

Les servitudes applicables à cette zone sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

La partie la plus haute des obstacles fixes ou mobiles créés dans cette zone ne devra pas dépasser les cotes fixées sur le plan.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Brevet d'Etat de moniteur de natation sportive.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession, modifiée pour ses articles 4 et 6 par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des titres ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif, modifié pour ses tableaux annexés par l'arrêté du 1^{er} décembre 1967;

Vu l'arrêté du 15 février 1961 portant création du brevet d'Etat de moniteur de natation sportive;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports;

Vu l'arrêté du 19 septembre 1967 portant délégation de signature à M. le colonel Crespín, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les dispositions de l'arrêté du 15 février 1961 susvisé créant un brevet d'Etat de moniteur de natation sportive sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Art. 2. — Il est créé un brevet d'Etat de moniteur de natation sportive qui confère à ses titulaires le droit d'enseigner la natation sportive contre rémunération.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves du brevet d'Etat créé par le présent arrêté, les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

1° Etre âgés de vingt et un ans au moins au 1^{er} janvier de l'année de l'examen;

2° Etre titulaires depuis deux ans au moins du diplôme de maître nageur sauveteur et du diplôme d'éducateur de la fédération française de natation et avoir, pendant la même période précédant l'examen, pratiqué effectivement l'enseignement de la natation sportive.

Art. 4. — Les candidats au brevet d'Etat prévu à l'article 2 du présent arrêté sont tenus de faire parvenir au service académique de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, au moins un mois avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription sur papier libre faisant état de leurs titres et des fonctions relatives à la natation qu'ils ont pu exercer et précisant la discipline prise comme option pour les épreuves orales et pratiques parmi les suivantes : plongeon, water-polo et natation artistique;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois;

Un certificat médical, datant de moins de trois mois, établissant l'aptitude physique à la pratique et à l'enseignement de la natation sportive;

Un certificat d'un médecin oculiste datant de moins de trois mois attestant que le candidat présente :

a) Sans verres correcteurs une acuité visuelle de 6/10 pour les deux yeux, sans que cette acuité puisse descendre à moins de 1/10 pour un œil;

b) Avec verres correcteurs, une acuité visuelle après correction de 15/10 au total pour les deux yeux, par 10/5, 9/6 ou 8/7;

Une copie certifiée conforme ou une photocopie des diplômes mentionnés au 2° de l'article 3;

Une attestation délivrée par la fédération française de natation précisant que le candidat pratique effectivement depuis deux ans au moins l'enseignement de la natation sportive.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de moniteur de natation sportive est nommé par le ministre de la jeunesse et des sports. Il comprend :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président.

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.

Deux membres du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ou deux professeurs ou maîtres d'éducation physique et sportive, spécialistes de natation.

Le directeur technique national de la natation ou son représentant.

Trois représentants de la fédération française de natation, dont un entraîneur.

Un médecin.

Art. 6. — Les épreuves du brevet d'Etat de moniteur de natation sportive comportent des épreuves écrites, des épreuves pédagogiques, des épreuves orales et des épreuves pratiques.

Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 est éliminatoire, sauf décision contraire du jury à l'unanimité.

A. — Epreuves écrites.

1. Technique et pédagogie de natation sportive (durée : deux heures; coefficient 2).

2. Notions élémentaires et physiologie appliquée à la natation sportive et notions d'hygiène sportive (durée : un heure trente; coefficient 2).

Seuls sont admis à se présenter aux épreuves pédagogiques, orales et pratiques les candidats ayant obtenu 40 points, soit une moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites.

B. — Epreuves pédagogiques.

Enseignement de la natation sportive :

a) Conduite d'une leçon collective de perfectionnement ou d'une séance d'entraînement collectif (coefficient 3).

b) Observation et correction du style de nageurs confirmés (coefficient 2).

C. — Epreuves orales.

1° Pédagogie et rôle du moniteur (coefficient 3).

2° Notions élémentaires de mécanique appliquée à la natation (coefficient 1).

3° Technique des quatre nages sportives : crawl, dos crawlé, brasse, papillon, avec leurs départs et leurs virages (coefficient 2).

4° Epreuve comportant obligatoirement deux interrogations :

L'une sur option choisie par le candidat lors de son inscription;

L'autre sur l'une des autres disciplines :

a) Technique du plongeon : principe et progression de l'apprentissage des plongeurs au tremplin de 1 et 3 mètres;

b) Technique du water-polo : généralités, entraînement individuel, par groupes et par équipes;

c) Technique de la natation artistique.

L'ensemble des interrogations constituant cette épreuve est affectée du coefficient 2.

5° Organisation des réunions sportives (coefficient 2).

6° Organisation, administration de la natation, histoire de la natation française et internationale (coefficient 1).

D. — Epreuves pratiques.

1° Démonstration des différents modes de nage sportive : crawl, dos crawlé, brasse, papillon, sans idée de vitesse. Chaque démonstration comprend :

Un départ, un parcours de 50 mètres (en bassin de 25 ou de 50 mètres) ou de 66,66 mètres (en bassin de 33,33 mètres) plus un virage.

Le parcours en nage papillon est réduit à 15 ou 20 mètres.

Les coefficients appliqués sont de : 3 pour le crawl; 1 pour le dos crawlé; 1 pour la brasse sportive; 1 pour le papillon, soit 6 pour les quatre démonstrations.

Toute note égale ou inférieure à 36 pour l'ensemble de ces démonstrations est éliminatoire.

2° Parcours chronométré sur 50 mètres nage libre, noté selon le barème annexé au présent arrêté, tenant compte de l'âge et du sexe du candidat (coefficient 1).

3° Démonstration d'exercices se rapportant à la discipline prise comme option par le candidat, parmi les suivantes (coefficient 2) :

a) Plongeon : démonstration au tremplin de 1 ou 3 mètres de trois plongeurs, l'un avec élan, les deux autres sans élan, chacun correspondant au choix du candidat à l'un des groupes du code international : tendu, groupé, carpé;

b) Water-polo : démonstration d'exercices choisis par le jury parmi les suivants : dribbling, shott, passes longues ou retournées;

c) Natation artistique : démonstration de trois figures choisies par le candidat dans les trois groupes du code international.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de natation sportive, les candidats doivent avoir obtenu un total de 290 points, soit une moyenne générale de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves écrites, pédagogiques, orales et pratiques.

Les options sont mentionnées sur les diplômes sous la forme suivante : « nages et plongeurs », « nages et water-polo », « nages et natation artistique ».

Les candidats peuvent choisir une deuxième option dont les résultats ne sont pas pris en compte pour leur admission à l'examen. Ils font seulement l'objet d'une mention supplémentaire sur leur diplôme si la moyenne des notes obtenues aux épreuves orales et pratiques est supérieure à 10.

Art. 7. — Sur proposition du jury, le ministre de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats définitivement admis à l'examen.

Art. 8. — Le programme des épreuves définies à l'article 6 fait l'objet des éléments annexés au présent arrêté.

Art. 9. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 mars 1968.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'éducation physique et des sports,
MARCEAU CRESPIN.

INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLEE NATIONALE

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1967-1968

Ordre du jour du mercredi 17 avril 1968.

A seize heures. — 1^{re} SÉANCE PUBLIQUE

Discussion des conclusions du rapport (n° 658) de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi organique (n° 519) de M. Roland Dumas et plusieurs de ses collègues visant à préciser et à compléter certaines dispositions de l'article 34 de la Constitution (M. Roland Dumas, rapporteur).

A vingt et une heures. — 2^e SÉANCE PUBLIQUE

1. — Fixation de l'ordre du jour
2. — Suite de la discussion inscrite à l'ordre du jour de la première séance.

Document budgétaire diffusé le 12 avril 1968.

Budget voté de 1968 :
Coopération.

Convocation de commissions.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales se réunira le jeudi 18 avril 1968, à dix heures trente (local n° 2213) :

I. — Désignation d'un candidat pour représenter l'Assemblée nationale au sein de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

II. — Nomination de rapporteurs pour :

a) Les projets de loi.

- (N° 630) tendant à favoriser la conservation du patrimoine artistique.
- (N° 640) portant ratification des ordonnances prises en application de la loi n° 67-482 du 22 juin 1967 autorisant le Gouvernement, par application de l'article 38 de la Constitution, à prendre des mesures d'ordre économique et social.
- (N° 660) autorisant l'approbation de l'accord de siège, signé à Paris le 14 mars 1967, entre le Gouvernement de la République française et l'O. M. S., relatif aux privilèges et immunités du centre international de recherche sur le cancer.
- (N° 661) portant réforme sanitaire et hospitalière.

b) Les propositions de loi.

- (N° 146) de M. Ansquer tendant à modifier l'article 1106-1 du code rural relatif aux assurances sociales des non-salariés agricoles, en remplacement de M. Pons, qui ne fait plus partie de la commission.
- (N° 608) de M. André Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1^{er} décembre 1972, en faveur des anciens combattants et victimes de guerre, la réduction d'âge en vue de leur mise à la retraite anticipée et avec jouissance immédiate de la pension.

(N° 611) de M. Peyret et plusieurs de ses collègues relative à la réforme de la sécurité sociale.

(N° 612) de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L. 266 du code de la sécurité sociale, complété par l'article 9 de l'ordonnance n° 67-707 du 21 août 1967, relatif aux prix de vente des médicaments.

(N° 613) de M. Peyret et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article L. 593 du livre V du code de la santé publique relatif aux prix de vente des médicaments.

(N° 614) de M. Bernard Marie relative à l'alimentation de la banque du sang.

(N° 615) de M. Briot et plusieurs de ses collègues tendant au dépôt de nouveaux projets de ratification des ordonnances prises en vertu de la loi n° 60-773 du 30 juillet 1960, afin qu'ils soient effectivement soumis au vote du Parlement avant le 1^{er} juillet 1968.

(N° 616) de M. Tomasini tendant à réglementer l'édition et la diffusion des publications vendues au profit des handicapés.

(N° 619) de M. Jean Bertrand et plusieurs de ses collègues portant statut du sidérurgiste.

(N° 621) de M. Gerbaud tendant à définir la « mort clinique » et à permettre le prélèvement d'organes en vue de greffes sur d'autres personnes.

(N° 623) de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à organiser l'accès équitable à la radiodiffusion et à la télévision des organisations nationales représentatives des grands courants d'opinion.

(N° 624) de M. Henri Fiévez et plusieurs de ses collègues tendant à fixer à soixante ans l'âge du droit à une pension vieillesse égale à 60 p. 100 du salaire moyen des dix meilleures années pour les travailleurs de la sidérurgie.

(N° 637) de M. de Poulpiquet et plusieurs de ses collègues relative à l'enseignement des langues et cultures régionales.

La commission des finances, de l'économie générale et du Plan se réunira le jeudi 18 avril 1968, à dix heures (local du 4^e bureau) :

1. Audition de M. Michel Debré, ministre de l'économie et des finances, sur la situation économique et financière et sur le projet de loi de finances rectificative pour 1968.

2. Projet de loi de finances rectificative pour 1968. (N° 648.)

La commission de la production et des échanges se réunira le jeudi 18 avril 1968, à dix heures (salle Colbert) :

I. — Nomination de rapporteurs pour :

a) Les projets de loi.

(N° 647) sur les transports maritimes d'intérêt national.

(N° 651) relatif à la communication de documents et de renseignements à des autorités étrangères dans le domaine du commerce maritime.

(N° 652) autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967.

(N° 654) relatif à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles.

(N° 656) portant réforme de l'expertise douanière et modifiant diverses dispositions du code des douanes.

b) Les propositions de loi.

(N° 61) de MM. Krieg, Charret et Dominati tendant à instituer un ordre professionnel des arts appliqués, en remplacement de M. Hinsberger.

(N° 497) de M. Waldeck Rochet tendant : 1° à la nationalisation des entreprises privées de construction aéronautique et spatiale ; 2° à la nationalisation du transport aérien français ; 3° au développement : a) des programmes civils d'études et de fabrications aéronautiques et spatiales ; b) du transport aérien français.

(N° 548) de M. Levol autorisant l'attribution d'office des appartements inoccupés.

(N° 552) de M. René Caille tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance n° 62-913 du 4 août 1962 relative au reclassement dans la métropole des Français rapatriés qui exerçaient en Algérie la profession de conducteurs ou de loueur de taxi.

(N° 560) de M. Marin tendant à abroger la procédure de consultation accélérée en vue de l'extension des disciplines et règles édictées par les comités économiques agricoles résultant des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 juillet 1964, modifiée par l'ordonnance du 22 septembre 1967.

(N° 563) de M. Cousté tendant à créer un ordre national des agents immobiliers, mandataires en fonds de commerce, administrateurs de biens et syndics.

(N° 609) de M. Canacos tendant à instituer un régime de prêts à long terme pour le financement des équipements des grands ensembles d'habitation et des villes nouvelles.

(N° 633) de M. Hinsberger tendant à instituer un contrôle des véhicules accidentés.

(N° 634) de M. Hinsberger tendant à instituer le contrôle obligatoire des véhicules.

(N° 635) de M. Hostier tendant à généraliser la lutte contre la brucellose.

II. — Eventuellement, discussion du rapport sur le projet de loi (n° 652) autorisant l'approbation de l'accord commercial entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Irak, signé à Paris le 25 septembre 1967.